

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : MDE 18/003/2013

AILRC-FR

21 novembre 2013

Liban. Il faut que cessent les attaques visant les civils

En réaction au double attentat à l'explosif qui a eu lieu mardi 19 novembre près de l'ambassade iranienne dans le quartier d'al Jnah, dans le sud de Beyrouth, Amnesty International a exhorté les autorités libanaises à veiller à ce qu'une enquête indépendante et impartiale soit menée sans tarder, et à ce que les responsables présumés de ces attentats soient déférés à la justice. Au moins 25 personnes ont été tuées par ces explosions.

Le jour de ces attentats, Seraj al Deen Zoreiqat, porte-parole libanais d'un groupe se donnant le nom de « Brigades d'Abdallah al Azzam », qui serait lié à Al Qaïda, aurait revendiqué la responsabilité de ce « raid contre l'ambassade iranienne », qu'il aurait qualifié de « double martyre de deux héros du peuple sunnite du Liban ».

Seraj al Deen Zoreiqat a ajouté que les attentats se poursuivraient au Liban tant que deux exigences n'auraient pas été satisfaites : le retrait de Syrie des combattants du Hezbollah et la libération de prisonniers affiliés, semble-t-il, à son groupe et se trouvant dans les prisons libanaises. Le compte Twitter de Seraj al Deen Zoreiqat est désactivé depuis mercredi.

Amnesty International condamne les attentats perpétrés près de l'ambassade iranienne, qui est située dans une zone résidentielle et réitère qu'aucun groupe ne doit prendre pour cibles des civils pour diffuser un message politique. Viser délibérément des civils et lancer des attaques sans discrimination sont contraires aux principes fondamentaux d'humanité et ne peuvent être justifiés en aucune circonstance.

Les autorités libanaises ont annoncé que l'enquête sur ces attentats à l'explosif était en cours.

Les attentats de mardi sont les derniers d'une série d'attaques qui ont fait une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés depuis le mois de juillet de cette année. Le 15 août, une bombe placée dans une voiture a tué plus de 20 personnes dans le quartier très peuplé de Roweiss, dans la banlieue sud de Beyrouth dominée par le Hezbollah. Le 23 août, 47 personnes ont été tuées lors de l'explosion de deux bombes dans les mosquées sunnites al Taqwa et al Salam, dans la ville septentrionale de Tripoli, à la fin des prières du vendredi. Ces événements ont provoqué à nouveau des affrontements dans

deux quartiers de Tripoli, entre des Sunnites opposés au président syrien Bachar el Assad et des Alaouites le soutenant. Une enquête judiciaire sur ces événements est en cours.

Amnesty International condamne toute attaque visant des civils, ainsi que les attaques menées sans discrimination. L'organisation appelle tous les groupes à proscrire de telles attaques. Les autorités libanaises doivent mener une enquête exhaustive pour déterminer qui est à l'origine de l'attentat, et faire en sorte que les responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales d'équité et excluant le recours à la peine de mort. Les personnes arrêtées et interrogées doivent être protégées contre la torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Des civils ont également été pris pour cibles lors d'attentats à l'explosif et de tirs de roquettes touchant les banlieues sud de Beyrouth en mai et en juillet de cette année. Ces attaques n'ont pas fait de morts.

Voir aussi le communiqué de presse *Liban. Rien ne justifie que l'on prenne des civils pour cible*, du 16 août 2013 (<http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/lebanon-no-excuse-targeting-civilians-2013-08-16>)